

## LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

### L'ABANDON DES DROITS D'ÉCLUSE

**M. Joe Reid (St. Catharines):** Monsieur le Président, ce sont les cours d'eau qui ont servi de moyen de transport aux explorateurs et aux ressources économiques qui ont contribué à l'essor de notre pays.

J'estime donc on ne peut plus opportune la déclaration du ministre des Transports selon laquelle la rentabilité ne devrait pas figurer au premier rang des préoccupations en ce qui concerne la Voie maritime du Saint-Laurent, du fait que la Chambre est saisie d'un projet de loi concernant les sociétés de la Couronne.

Certaines sociétés de la Couronne, la Voie maritime notamment, sont en quelque sorte la réalisation de rêves de la part de commerçants et de citoyens épris du bien commun. Il a fallu les efforts de plusieurs générations pour transformer ce cours d'eau naturel en une artère navigable qui relie le reste du monde au cœur de l'Amérique du Nord. Pour que la Voie maritime continue de dispenser ses bienfaits économiques, il faut trouver le juste milieu entre le paiement par l'utilisateur et l'intérêt public.

L'Administration de la Voie maritime voudrait que le gouvernement oriente sa politique. Les entrepreneurs et les commerçants sont ravis du blocage des droits de passage. Cependant, les droits d'écluse n'ont plus leur raison d'être. Il faudrait les abolir et rouvrir aux transporteurs l'accès des ports communautaires le long du littoral des Grands lacs. Ce faisant, nous respecterions les vœux des réalisateurs de cette mangifère entreprise.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LES DÉPENSES INTERNATIONALES EN ARMES

**M. Bob Ogle (Saskatoon-Est):** Monsieur le Président, au cours des derniers jours, on m'a signalé que le commerce international des armes allait dépasser le billion de dollars d'ici un an ou deux. A mes yeux, c'est l'un des pires fléaux qui menacent la planète.

Je voudrais que tous mes auditeurs, à la Chambre et au Canada, prennent une conscience plus aiguë de la divergence qui existe dans le monde en ce moment entre ceux qui recherchent des solutions militaires aux problèmes et ceux qui vivent dans la misère et la pauvreté la plus abjecte. Comment se peut-il que sur une planète où les moyens d'existence sont tellement perfectionnés, les fonds qui devraient servir au bien-être et à la santé des gens sont dirigés vers les armements?

Ce ne sont pas seulement les superpuissances qui sont en cause, mais aujourd'hui un grand nombre des pays du tiers monde en développement. Le Brésil, la Turquie et Israël sont aussi d'importants exportateurs et fournisseurs d'armes.

Je réitère ma conviction qu'au nom de l'humanité, le gouvernement, le Parlement et tous les Canadiens doivent encore une fois unir leurs volontés pour faire en sorte que s'arrête cette course aux armements, car elle ne peut conduire qu'à la destruction totale. Elle ne peut conduire qu'à la mort et à la misère. Nous n'avons pas d'autre choix que d'y mettre fin.

## Questions orales

### LES PARTIS POLITIQUES

#### LA COURSE À LA DIRECTION DU PARTI LIBÉRAL—LES PROPOS ATTRIBUÉS AU CANDIDAT JOHN TURNER

**M. Gordon Taylor (Bow River):** Monsieur le Président, ma déclaration d'aujourd'hui concerne Turner qui a le tournis, le tournedos, le tournicot. Quand il était au gouvernement, il a présenté la loi sur les langues officielles mais à Toronto, quand il a entonné l'hallali à l'investiture, il a crié: «Laissons le bilinguisme aux provinces». Et ensuite, il a affirmé à Québec: «Je vais continuer d'appliquer la politique de M. Trudeau et de M. Joyal dans le domaine des langues officielles au Canada». Donc, il a complètement tourné casaque.

Encore une fois, ce tournevent de Turner, quand il était ministre des Finances, a augmenté les dépenses de 99.8 p. 100. Il était passé maître dans l'art de vider les coffres, et maintenant il veut réduire les dépenses publiques. Encore une volte-face.

Espoir des libéraux, il a dit au Québec qu'il approuvait le bill 101, ce texte répressif et discriminatoire parce que, a-t-il dit, c'est un droit provincial. C'est lui qui a présenté la loi sur les langues officielles. Est-ce que ce n'est pas une loi fédérale? Encore une tournevolte.

Notre héros de Bay Street prétend réduire le déficit, mais quand il était ministre des Finances, c'est lui qui a adopté le déficit budgétaire et l'emprunt. C'est ce qui fait que les Canadiens doivent maintenant 200 milliards environ. Encore une volte-face.

Et quoi encore? Cet espoir libéral dit qu'il va aider les agriculteurs de l'Ouest. En tant qu'administrateur du CPR, il a tellement augmenté leurs tarifs de transport qu'ils sont maintenant acculés à la faillite. Pis encore, il a été reconduit au conseil d'administration du CPR, ce qui fait qu'il va y avoir une autre augmentation des tarifs de transport du grain en juillet.

Est-ce que M. Tournevolte, le tourniquet, le tournicot de Terre-Neuve va devenir premier ministre du Canada? Si c'est oui, le Canada va tourner. Dieu nous en préserve.

Cette triste histoire va se poursuivre encore un jour de plus.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LES FINANCES

#### LE NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT—L'INCIDENCE SUR LES ACHÉTEURS DE MAISON

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Finances, qui je pense est à la recherche d'un emploi à Paris, je vais m'adresser au ministre d'État chargé des Finances.

En 1981 et 1982, parce que les taux d'intérêt avaient atteint des niveaux jamais vus, des milliers de gens ont été dépossédés de leur maison. Les jeunes ont été particulièrement touchés par cette situation puisqu'ils ont soit perdu leur maison soit été contraints de reporter leur premier achat. Maintenant, alors qu'ils recommençaient tout juste à reprendre confiance, ils voient la même chose se produire. Ils assistent à une remontée des taux d'intérêt. Ils s'interrogent sur l'avenir et se demandent s'ils devraient attendre cinq ans encore avant d'acheter une